

# INTERNATIONALISTES ET ANTICAPITALISTES



PHOTOHÉRIQUE ROUGE/TAOUS

*Cette année la journée internationale de lutte des travailleurs se passe sur fond de crise économique exacerbée, de catastrophe nucléaire au Japon, mais aussi de révolutions dans les pays arabes.*

**C'**est dans un contexte d'approfondissement de la crise économique, d'hyperplans d'austérité en Europe et aux États-Unis, de chômage, de catastrophe nucléaire au Japon mais aussi de révolutions et de guerre au sud de la Méditerranée que se déroulera la journée internationale de luttes des travailleurs et des travailleuses du 1<sup>er</sup> Mai. Dans un tel contexte, cette journée prend une tournure particulière. Tout d'abord, elle est l'occasion pour l'ensemble des

salariés d'affirmer leur solidarité avec les révolutions arabes et de refuser l'intervention impérialiste. Révolutions qui ont montré qu'il était possible de remettre en cause le système, de renverser ceux qui nous dirigent, qui nous appauvrissent. Partout dans le monde arabe, les populations continuent de revendiquer, malgré la répression, leur liberté, des droits démocratiques et sociaux comme c'est le cas encore aujourd'hui en Syrie ou au Maroc. Dans la foulée de ces révolutions, la population libyenne

s'est soulevée contre Kadhafi. Les impérialistes, Sarkozy, en tête, ont saisi l'opportunité ouverte par la répression du dictateur pour tenter de reprendre la main sur la Libye et sur l'ensemble de la région. C'est une offensive globale pour canaliser, maîtriser le processus révolutionnaire, préserver les intérêts des trusts pétroliers et de ceux qui les servent, une offensive contre la révolte des travailleurs et des peuples.

SUITE PAGE 2



**Agenda**

**28 avril, mobilisation « Retraite et Pénibilité », national.** Les unions régionales CFDT, CGT, FSU, Unsa, Solidaires proposent aux salariés d'agir pour la reconnaissance de la pénibilité, la possibilité de départs anticipés. À Paris, RV de 12 à 14 heures devant le Medef, M° École-militaire.

**28 avril, révolutions arabes, projection-débat, Les Mureaux.** Attac 78 nord organise une projection débat « Ces révolutions arabes qui nous concernent », avec Omar El Shafei du Comité de solidarité avec le peuple égyptien et Wafa Guiga militante tunisienne. RV à partir de 20 heures, cinéma Frédéric-Dard, 77 rue Paul-Doumer, Les Mureaux.

**30 avril, fête des précaires et du pissenlit, Paris.** Un collectif de précaires organise un défilé festif, pacifique et non partisan. RV à 15 heures, rue de Lisbonne, M° Monceau.

**30 avril, repas 1<sup>er</sup> Mai, Bordeaux.** Réveillon du 1<sup>er</sup> mai avec repas-concert organisé par le NPA 33. RV de 19 heures à minuit, salle Son Tay, à Bordeaux.

**1<sup>er</sup> Mai, Brahim Bouarram, Paris.** Rassemblement en souvenir de Brahim Bouarram, assassiné le 1<sup>er</sup> mai 1995 par des fachos. RV à 11 heures, Pont du Carrousel.

**1<sup>er</sup> Mai, manifestation, national.** Pour la journée internationale des travailleurs, manifestations dans tout le pays sur le thème : « Solidarité internationale et progrès social ». À Paris, RV à 14 h 30 à République

**1<sup>er</sup> Mai, fête, Strasbourg.** Fête du 1<sup>er</sup> Mai du NPA « Nous ne payerons pas leurS criseS!! » RV à partir de 12 h 30, 10, rue d'Ankara, Strasbourg-Esplanade.

**2 mai, Mamans toutes égales, Montreuil.** Mobilisation contre l'interdiction faite aux mères voilées d'accompagner les sorties scolaires. RV à 16 heures, place Le-Morillon, Montreuil.

**2 mai, révolutions arabes, meeting, Paris.** Meeting soutenu par les collectifs de solidarité Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Libye etc. et les organisations telles que Attac, ATMF, EÉ, PG, PC, NPA... RV à 19 heures, à la Bourse du travail, salle Hénaff, 27 Bd du Temple. Métro République.

**3 mai, soutien à Xavier Mathieu, Compiègne.** Le procès de Xavier Mathieu, ex-Conti, pour refus de prélèvement d'ADN a été reporté au 3 mai. RV dès 11 heures devant la gare de Compiègne (lire p.4).

**5 mai, réunion FMI, Vitry.** Le NPA de Vitry-sur-Seine organise une réunion publique sur le thème : « FMI, Banque mondiale, OMC, qui sont-ils? », avec Stéphanie Treillet, économiste et militante altermondialiste. RV à 20 h 30, salle du Château, 6, rue de Montebello.



# Internationalistes et anticapitalistes

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

Pendant ce temps-là, prétextant de l'arrivée de quelques milliers de migrants tunisiens fuyant la misère et la pauvreté, Sarkozy propose de « suspendre » les accords de Schengen permettant la libre circulation des personnes dans l'Union européenne, arguant par la voix de son ministre des Affaires étrangères que « l'Europe, ce n'est pas la libre circulation des immigrants illégaux ». Développant ainsi une nouvelle fois, le discours et le programme nauséabond du Front national et sa politique de haine et de racisme.

La situation est aussi marquée par la catastrophe nucléaire de Fukushima qui montre, 25 ans après Tchernobyl, que cette énergie représente un risque inacceptable, exacerbé par la course aux profits et à un productivisme effréné qui régite le système capitaliste. Ce 1<sup>er</sup> Mai est également l'occasion de revendiquer la sortie du nucléaire et des énergies fossiles.

Le fait marquant de la situation pour la majorité des salariés, de la population est sans aucun doute l'approfondissement de la crise économique et le développement des plans d'austérité

pour faire payer la crise à la population par la casse des acquis sociaux et des services publics. Pendant que les profits explosent (82,5 milliards d'euros pour les entreprises du CAC 40), que les cadeaux fiscaux au patronat et aux plus riches continuent de plus belle (140 milliards d'euros pour 2010), les salariés eux sont sommés de se serrer la ceinture et voient leur pouvoir d'achat descendre en flèche. Pour les malades, l'accès aux soins est remis en cause et le service public de la santé devient une peau de chagrin. Les soins et les médicaments sont de moins en moins remboursés. On le voit, la dette, la crise dont les capitalistes sont responsables sont les prétextes pour sabrer nos acquis sociaux. Mais face à cette situation, la colère sociale est forte, les mobilisations sur l'ensemble des aspects de cette politique d'austérité sont vivaces en France mais aussi dans l'ensemble de l'Europe. L'exemple le plus frappant, ces dernières semaines en France, est sans aucun doute les grèves pour les salaires qui éclatent un peu partout et dans de très nombreux secteurs d'activités. Ce 1<sup>er</sup> Mai est une occasion importante

de mettre en avant toutes ces luttes et de revendiquer une autre répartition des richesses et en premier lieu l'augmentation de tous les salaires de 300 euros net avec un minimum de 1500 euros net mais aussi d'en finir avec les exonérations de cotisations sociales, les suppressions d'emplois. Et plus largement, ce qui doit s'exprimer, c'est une véritable alternative, en rupture avec ce système qui fait faillite. Les raisons sont nombreuses pour que ce 1<sup>er</sup> Mai soit un succès pour faire entendre que, au Nord comme au Sud, nous refusons de payer leurs crises!

Sandra Demarcq



## regards

Propos recueillis par Kenji Kunitomi

# Selon Tepco, « des accidents comme celui de Tchernobyl [n'auront] jamais lieu au Japon »

*Ryota Sono, 29 ans, est un militant pacifiste radical, membre aussi du Syndicat interprofessionnel des travailleurs précaires (Precarious Workers General Union). Depuis le désastre nucléaire de Fukushima provoqué par le grand séisme et le tsunami du 11 mars, il a impulsé des actions de protestation à l'encontre de la compagnie d'électricité de Tokyo (Tepco, Tokyo Electric Power Company). Cette initiative a suscité beaucoup de sympathie, en particulier chez les jeunes générations. Kenji Kunitomi a interviewé Ryota Sono le 23 avril 2011 à Tokyo.*

**Qu'est-ce qui t'a avant tout poussé à appeler à une action de protestation directe à l'encontre de Tepco ?**

Des groupes antinucléaires avaient organisé une action de protestation devant le siège de Tepco le jour suivant le tremblement de terre et le raz-de-marée, mais elle avait réuni moins de vingt militants. Après, durant une semaine, aucun nouvel appel à l'action contre Tepco n'avait été lancé. Pendant cette semaine, il y avait eu une série de grandes campagnes médiatiques pour « calmer » l'anxiété et la colère de la population, ainsi que pour éveiller les sentiments nationalistes sur le mode « le Japon doit s'unir » pour faire face aux pires dommages. Le Parti démocratique (PDJ) au pouvoir et la classe dominante veulent faire taire toute voix populaire qui critiquerait la politique de développement nucléaire mise en œuvre par les gouvernements japonais successifs.

J'ai pensé que nous devions mettre directement en cause Tepco pour sa responsabilité dans ces tragédies. Tepco avait expliqué que des « accidents comme celui de Tchernobyl n'auraient jamais lieu ici parce que la technologie nucléaire japonaise est excellente ». Je ne pouvais pas permettre à Tepco d'échapper à ses responsabilités.

**Quelle réponse a reçu ton appel à protester devant le siège de Tepco ?**

La semaine qui a suivi mon appel à l'action, une dizaine de personnes seulement m'ont retrouvé tous les soirs devant Tepco. Mais les gens ont commencé à comprendre, de plus en plus, que Tepco cachait des faits sur ce qui s'était vraiment passé à la centrale de Fukushima, des faits gênants pour la compagnie. Ils ont vu qu'ils avaient été trompés par Tepco. Au bout d'une quinzaine de jours, plusieurs centaines de personnes se sont jointes à nous, protestant activement contre Tepco, criant « Non aux centrales nucléaires ! » Elles sont maintenant convaincues que sans des mobilisations pour exiger la mise à l'arrêt des centrales, un autre accident nucléaire tragique se produira, car il y a 54 réacteurs partout dans l'Archipel, et bon nombre d'entre eux sont situés sur les côtes, particulièrement vulnérables aux séismes et tsunamis.

De nombreux médias étrangers ont rendu compte de notre action, mais ce ne fut pas le cas des médias japonais. Je pense que bon nombre des chaînes de télévision et des grands journaux nippons sont contrôlés par les milieux d'affaires et le gouvernement.

Je suppose que tes actions de protestation contre Tepco ont contribué à ce que des jeunes se joignent aux manifestations contre les centrales nucléaires. J'étais présent à la manifestation contre les centrales nucléaires à Koenji, dans l'ouest de la

métropole de Tokyo, le 10 avril, à laquelle près de 15000 personnes, surtout des jeunes, ont participé.

Pour beaucoup d'entre eux, c'était la première fois qu'ils venaient à une manifestation quelle qu'elle soit, leur première expérience. J'ai toujours insisté pour que les jeunes s'organisent eux-mêmes, pour se dresser contre ces catastrophes humanitaires criminelles provoquées par les grandes entreprises d'électricité et le gouvernement. Bon nombre des présents avaient appris l'existence de la manifestation par le biais des réseaux sociaux comme twitter.

Nous préparons maintenant une « action populaire d'un million contre les centrales nucléaires partout au Japon », le 11 juin prochain, soit exactement trois mois après le séisme, le raz-de-marée et la catastrophe nucléaire.

**Quelle est votre principale revendication pour ce projet de manifestation du 11 juin ?**

Nous souhaitons évidemment construire un réseau national pour l'arrêt des centrales nucléaires et pour exiger de Tepco et du gouvernement, vu leurs responsabilités, qu'ils indemnisent complètement les victimes de la triple catastrophe – tremblement de terre, tsunami et la centrale. Mais je pense que notre mobilisation doit viser au-delà de ces exigences. Même après Fukushima, le gouvernement nippon et les capitalistes ne renoncent pas à leurs projets de centrales nucléaires. Ils préparent toujours l'exportation de ces centrales. Je pense que le problème est le système, le système capitaliste. Si nous voulons un monde sans centrales nucléaires, nous devons nous opposer au système capitaliste.



RYOTA SONO (DR)

# Sarkozy et les salaires, farce et provocation

Mercredi dernier, après la valse hésitation de ses ministres, Sarkozy a tranché pour décider d'une « prime obligatoire » dans les entreprises de 50 salariés et plus qui distribuent des dividendes en hausse. Derrière l'écran de fumée, en fait un cadeau... aux patrons !

Après le tour de passe-passe de la suppression du bouclier fiscal largement compensée par les modifications de l'ISF, Sarkozy continue de se livrer à son exercice préféré, dire une chose pour faire le contraire. Ainsi est-il revenu, mardi 19 avril, à Charleville-Mézières, ville ouvrière et sinistrée des Ardennes, où il prononça son discours « pour la France qui souffre » en décembre 2006, inaugurant la campagne du « candidat du pouvoir d'achat » s'adressant à « la France d'en bas ». La mystification annonçait quatre ans de politique de régression sociale. À l'approche de 2012, il est revenu sur les lieux de l'imposture. Une nouvelle provocation alors que les inégalités se creusent de plus en plus, que la pauvreté et la précarité progressent et que les prix et les profits s'envolent. « Quand on peut donner aux actionnaires, on peut donner aux salariés », a-t-il déclaré à La Fonte ardennaise, affirmant, sans rire, sa volonté que « tout le monde soit associé à la reprise ». « Dans les grandes entreprises, s'il y a une forte augmentation des dividendes, il faudra que les salariés en aient une partie et il faut obliger ces entreprises à négocier [...] Et, dans les petites entreprises où il n'y a pas de distribution de dividendes, si ça va mieux, si le carnet de commandes se remplit, l'entreprise pourra faire une prime aux salariés qui sera exonérée de cotisations. » Quand on voit l'explosion des profits des groupes du CAC 40, plus de 82 milliards d'euros

pour 2010, soit presque 50% de plus qu'en 2009, quand on voit que les dividendes versés en 2011 sont attendus en hausse de 14% sur un an, à 40 milliards d'euros, il est clair que la stagnation des salaires, la baisse du pouvoir d'achat sont inacceptables. Mais là n'est pas le propos de Sarkozy.

## Ni 1 000 euros ni obligatoire

Sa prime dite « obligatoire » et de 1 000 euros ne sera ni obligatoire ni de 1 000 euros. Son montant « sera à négocier », c'est-à-dire dépendra du bon vouloir des patrons. Elle concernerait, selon Xavier Bertrand, « 30 000 entreprises et 8 millions de salariés, c'est plus d'un salarié sur deux » ! En réalité, comme le rappelait le Medef « 70% des entreprises en France ne distribuent pas de dividendes », ce qui ne veut pas dire qu'elles ne font pas de profits. Et qui plus est, les 5,2 millions de salariés du public en sont exclus. « Ces primes seront exonérées de charges sociales dans la limite d'un plafond et soumises à la CSG-CRDS et au forfait social ». L'opération qui devrait passer dans la loi en juillet permettra en réalité aux plus grosses entreprises de donner une prime à leur convenance sans avoir à payer de cotisations sociales plutôt que d'augmenter les salaires. Un



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MARC)

cadeau aux patrons, qui divisera les salariés et servira à différer ou repousser les augmentations de salaires. Si le Medef semble s'en irriter, c'est surtout qu'il estime que ce n'était pas le moment de faire tant de bruit sur la question des salaires pour accoucher d'une prime compliquée et inefficace. Toute cette agitation pourrait en effet donner des idées aux salariés tellement l'hypocrisie est grossière au moment où le ministre du Budget et de la Fonction publique, François Baroin, annonce que les salaires des fonctionnaires seront bloqués une année de plus. Au moment aussi où le gouvernement se refuse à augmenter le Smic au-delà du minimum imposé par la loi. Loin de lutter contre la baisse du pouvoir d'achat, les faux-semblants

de Sarkozy voudraient tenter de désamorcer le mécontentement. Pour les travailleurs, la seule conclusion à en tirer, c'est qu'il y a urgence à imposer une autre répartition des richesses. C'est tout de suite qu'il faut imposer une revalorisation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux de 300 euros net, pas de revenu inférieur à 1 500 net euros, l'indexation des salaires sur la hausse des prix. C'est bien une véritable campagne politique pour les salaires qu'il faut engager pour aider à la convergence des luttes, préparer un mouvement d'ensemble afin de mettre la prime de Sarkozy à la casse et imposer les exigences du monde du travail.

Yvan Lemaitre



Par Alain Pojolat

## OUVREZ LES FRONTIÈRES... FERMEZ LA TÉLÉ !

À l'occasion d'une indécente conférence de presse, mardi 26 avril, Silvio Berlusconi et Nicolas Sarkozy ont annoncé leur volonté de remettre en cause une partie des accords de Schengen. Nos compères entendaient ainsi créer un buzz médiatique utile dans la période difficile que chacun des deux traverse : Berlusconi englué dans des procédures judiciaires pour détournements de mineurs, Sarkozy en dérive dans les sondages, tentant de faire de la surenchère avec le Front national. Cette Europe forteresse repliée sur elle-même, contre-symbole parfait d'un monde pour lequel nous luttons, où les richesses seraient partagées, ne leur convient pas ! Trop perméable, trop laxiste envers tous ces pauvres qui cherchent à fuir la misère économique où les ont poussés la crise économique et les dictatures. Le retour du contrôle aux frontières de chaque pays de l'UE constituera une aggravation des conditions de circulation et d'installation pour ceux qui fuient les guerres, les dictatures et la misère que le système capitaliste a engendrées. Il ne fera que favoriser l'accroissement de l'immigration clandestine, des passeurs et des pratiques mafieuses. Alors que les révolutions tunisienne et égyptienne nécessiteraient de prendre des mesures leur permettant de résoudre les problèmes les plus urgents (annulation de la dette, dénonciation des accords d'association contraignants, gel des avoirs des anciens dictateurs et de leurs proches puis restitution aux populations spoliées), l'Europe forteresse de Schengen et de Maastricht n'affiche que mépris et racisme envers les peuples d'Afrique. Elle entend ajouter la guerre à la guerre en Libye en entérinant l'intervention au sol dans ce qu'il faut appeler l'ensablement libyen, tout en continuant sa politique d'ingérence en Côte d'Ivoire ou au Tchad... Les anticapitalistes d'Europe doivent se mobiliser, dans l'unité la plus large, pour s'opposer à la vague populiste, chauvine, xénophobe et raciste qui se développe. À l'exemple des militants antiracistes italiens accompagnant les immigrants bloqués à Vintimille, le 17 avril. En France, les collectifs d'ailleurs nous sommes d'ici ont appelé à des manifestations antiracistes dans toute la France le 28 mai prochain. Faisons en sorte que cette initiative salutaire marque le signal d'un contre-offensive face à Sarkozy, Guaino et le Front national.

## leur monde...

**Il a gagné !** À la course aux plus gros revenus, c'est cette année Michel Rollier, un des trois gérants de Michelin qui a gagné. Il a touché en 2010, 4,5 millions d'euros de rémunération. Ce qui représente quand même une augmentation de 505% ! Il est peu probable que les salariés de l'entreprise aient eu la même augmentation. Derrière lui des habitués des hauts salaires, avec Franck Riboud, PDG de Danone qui émerge à 4,4 millions d'euros et Bernard Arnaud, patron de LVMH et grand ami du président, avec 3,9 millions d'euros. Quant à Carlos Ghosn, le lamentable PDG de Renault, il passe son tour cette année, puisqu'il a renoncé (de manière très médiatique) à la part variable de ses revenus après sa crise d'espionnage aiguë. Il obtient néanmoins, 1,2 million d'euros... Comme quoi certains n'ont pas besoin de jouer au loto...

**Liberté surveillée.** Place Al-Tahrir, place de la Casbah, des lieux symboliques des révolutions arabes en cours, de l'ouverture du champ des possibles et d'une fragile liberté recouvrée... À Castelsarrasin, la place de la Liberté est sous vidéosurveillance !

On savait depuis le fâcheux épisode du référendum Oui/Non à la LGV, la municipalité et son maire Bernard Dagen, peu enclin à écouter et soutenir l'expression populaire, mais là on dépasse les bornes de l'entendement. Voici la (F)rance de Sarkozy et de ses sbires,



où la place de la Liberté est sous surveillance, paradigme d'une société sécuritaire jusqu'au ridicule... jusqu'à la folie. À voir sur le blog du NPA82 : (<http://npa82.over-blog.com/>)

**Liberté surveillée (bis).** Une des conséquences méconnues du développement des téléphones portables est l'explosion du nombre d'écoutes téléphoniques. Selon un article du Figaro qui s'est procuré les documents auprès du ministère de la Justice, celles-ci seraient passées de 5 845 en 2002 à 35 000 aujourd'hui, soit une augmentation de 500%, alors que le nombre de téléphones portables n'a augmenté que de 67% dans la même période. Le ministère s'adresse directement aux opérateurs de téléphonie. Il existe trois sortes de requêtes. La plus simple est la facturation

détaillée, la géolocalisation, l'adresse donnée pour le contrat ou les coordonnées bancaires du titulaire. Vient ensuite l'identité des appelants, puis l'écoute des conversations soit 7 000 par jour. « C'est d'une simplicité enfantine », selon un cadre d'Orange... Selon le même article, un des facteurs favorisant la multiplication des écoutes est la baisse des tarifs. Ainsi, cela revenait à 1 500 euros par jour en 2002, contre 12 euros aujourd'hui. C'est vrai qu'à ce prix-là, la police serait bien bête de se priver. La plaisanterie revient quand même à 50 millions d'euros par an. Il paraît que l'État doit faire des économies, pourquoi ne pas commencer par là au lieu de supprimer les enseignants, les personnels de santé... ?

## Aux côtés de Xavier Mathieu et des Conti

Mardi 3 mai à 13h30, Xavier Mathieu, animateur de la lutte des Continental à Clairoux, comparaitra devant le tribunal correctionnel de Compiègne pour avoir refusé de se soumettre à un test ADN. Cette procédure s'inscrit dans le cadre des poursuites engagées par le gouvernement contre sept travailleurs de Continental à la suite de la manifestation à la sous-préfecture en avril 2009. Ceci, malgré les engagements du ministre du Travail d'alors, Xavier Bertrand, dans le cadre de l'accord de fin de conflit, de ne pas engager de poursuites. Il s'agit là d'un véritable acharnement judiciaire contre les Conti, au travers d'un de leurs représentants, coupable surtout aux yeux du pouvoir et du patronat d'avoir osé relever la tête, de s'être opposé radicalement à la politique de destruction de l'emploi au nom de la sauvegarde

des profits. Pourtant la justice a déjà plus ou moins complètement recalé le gouvernement : la cour d'appel d'Amiens avait ainsi annulé les condamnations du tribunal correctionnel de Compiègne en les transformant en simples amendes. Les demandes d'indemnisation extravagantes formulées par l'État pour la dégradation de la sous-préfecture ont été réduites à quelques centaines d'euros, pour le principe. Aussi en reprenant les poursuites contre Xavier qui a refusé de se soumettre au prélèvement ADN, le pouvoir tente d'obtenir malgré tout une condamnation qui peut aller jusqu'à un an de prison. Il s'agit, d'une part, de faire payer aux Conti leur combativité et leur résistance et, d'autre part, de conforter la criminalisation des

luttons des travailleurs. Les Conti continuent de ne rien lâcher puisque 520 anciens salariés de Clairoux attaquent aux prud'hommes la direction pour contester leurs licenciements. Leur action tend à remettre en cause sur le fond économique une fermeture de site et des licenciements injustifiés au regard de la situation économique de l'entreprise. Autant de résistances qui pourraient donner des idées à d'autres salariés, en commençant par ceux de Continental Foix-Boussens soumis à leur tour aux attaques contre les salaires et les conditions de travail sous forme de chantage à l'emploi (voir page 11). En ce qui concerne le contrôle ADN, au-delà de la scandaleuse atteinte aux droits de l'homme qu'il représente, ce procès s'inscrit dans la longue

liste de ceux intentés à des militants syndicaux, écologistes ou encore solidaires de la Palestine. Autant de bonnes raisons de manifester notre solidarité inconditionnelle avec Xavier et les travailleurs de Continental, mardi 3 mai. Le rassemblement est prévu dès 11 heures à la gare de Compiègne avant de nous rendre au tribunal de Compiègne. Il est également possible de signer en ligne la pétition pour la relaxe de Xavier Mathieu sur le site: [www.mesopinions.com](http://www.mesopinions.com)

## FONCTION PUBLIQUE Travailler plus, gagner moins

Une nouvelle fois, le salaire des fonctionnaires va être gelé.

Le gouvernement annonce, pour la deuxième année consécutive, le gel de la valeur du point qui détermine le salaire de base des personnels. Depuis 1983, sa hausse est inférieure à celle des prix et à celle du Smic. Les fonctionnaires de catégorie C, soit près de 80% des agents des collectivités territoriales, sont maintenant embauchés à un salaire de base au niveau du Smic. Il faut attendre entre cinq et huit ans, selon le niveau de recrutement, pour bénéficier d'une augmentation de 15 euros! Les personnels de catégorie B, recrutés en théorie au niveau du bac, mais le plus souvent à bac+3 au moins, bénéficient, si on peut dire, d'une grille qui démarre 5% au-dessus du Smic. Même les cadres et les enseignants (qui contrairement aux premiers ne perçoivent pratiquement pas de primes) débutent avec un salaire de base de moins de 20% au-dessus du Smic.

Beaucoup d'agents recrutés depuis la fin des années 1970 ont le sentiment que leur pouvoir d'achat n'a pas bougé depuis 30 ans. Ils ont en grande partie raison! Contrairement aux générations précédentes, ils ont rarement bénéficié de promotions et leur pouvoir d'achat est resté stable par rapport au niveau du Smic. Depuis 2006, de nouvelles grilles indiciaires sont négociées, catégorie par catégorie, bénéficiant à quelques agents en place, en particulier en fin de carrière. Mais les nouveaux entrants sont perdants. Par ailleurs, les carrières sont rallongées, en prétextant de la réforme des retraites, alors qu'on rentre de plus en plus tard dans la fonction publique. Ces nouvelles grilles ne tiennent pas compte de l'évolution des qualifications, en particulier des personnels soignants et sociaux, secteurs majoritairement féminins, clairement discriminés en matière de salaire et de conditions de travail. Les gestions individualisées des carrières prennent de moins en moins en considération l'ancienneté, les primes au mérite se multiplient sans la moindre transparence, y compris dans les municipalités de gauche. Elles laissent de côté la majorité des agents et en particulier des centaines de milliers de non-titulaires privés le plus souvent de primes et de carrière. Contrairement à une idée reçue, à qualification égale, les salaires des agents de la fonction publique ne dépassent pas ceux du privé.

La diminution des effectifs de l'État, les recrutements insuffisants dans les hôpitaux et les collectivités territoriales dégradent les conditions de travail. Ces facteurs expliquent la profondeur et la répétition des mouvements de lutte dans la petite enfance, mais aussi la revendication par les travailleurs sociaux, éducatifs et de santé, les personnels de la culture, de carrières équivalentes à celle de personnels techniques et administratifs.

Les organisations syndicales, unanimes, estiment la baisse du pouvoir d'achat de près de 10% depuis 2000. Travailler plus pour gagner moins, c'est le bilan que les agents de la fonction publique, qui n'ont pas toujours été indifférents aux promesses de Sarkozy, tirent quasi unanimement aujourd'hui. Cette belle unanimité pourrait faciliter la préparation d'un mouvement d'ampleur pour faire reculer le gouvernement. Certes, cela ne se décrète pas et, pour l'heure, la majorité des personnels ne semble pas y être prête, mais les organisations syndicales n'ont manifestement pas l'ombre d'un plan de bataille pour les y préparer.

Correspondant



Bourges, le 23 avril. Commémoration de l'accident nucléaire de Tchernobyl. (DR)

## NUCLÉAIRE CIVIL + NUCLÉAIRE MILITAIRE = Barbarie capitaliste

Cette année, les journées d'action internationales en commémoration de Tchernobyl, à Bourges, ont eu un impact particulier du fait de la catastrophe de Fukushima.

Pour la deuxième année consécutive, le NPA18, membre du réseau Sortir du nucléaire s'est investi dans les journées d'action internationales en commémoration de l'accident de Tchernobyl. Cette année l'opération «*Changeons d'ère, sortons du nucléaire*» a vu grandir son impact après l'accident toujours en cours de Fukushima. Le choix du type d'opération choisi a du coup pris un autre sens.

Le kiosque d'information-discussion installé devant la poste de Bourges toute la journée du samedi a permis aux Berruyers de constater par eux-mêmes l'impasse énergétique nucléaire française, l'aveuglement dû à des décennies de bonne conscience «*nucléolâtre*», la confiscation du débat public au nom du caractère trop complexe des enjeux.

Une exposition temporaire en liaison avec le groupe Alerte uranium de Bourges a également permis de montrer une autre facette du nucléaire: l'utilisation militaire, industrie encore importante dans le Cher. Il existe à Bourges abrite, un site militaire, le polygone, où sont testés les armements

de l'armée française. Entre 1990 et 2001, on y a expérimenté, en près de 1400 tirs à l'air libre, des armes à uranium appauvri. L'uranium appauvri est un sous-produit de l'enrichissement de l'uranium à partir de l'uranium naturel. C'est un matériau de fabrication d'obus antichars, et notamment des «*obus-flèches*» utilisés lors de la première guerre du Golfe, au Kosovo, durant les premières phases de la guerre en Irak (2003-2005) et actuellement en Libye. L'uranium appauvri est le cheval de Troie de la guerre nucléaire car il continue d'irradier et de tuer après les combats. En outre, comme tous les métaux lourds, il se fixe sur les organismes et augmente considérablement les risques de leucémie.

Dans le cas d'un obus d'artillerie, le «*pénétrateur*» est une barre filetée, composée d'uranium appauvri. Pendant l'impact, l'uranium s'échauffe et atteint sa température de fusion, qui est inférieure à celle de l'acier; il crée avec le fer du blindage un eutectique<sup>1</sup>, ce qui provoque la fusion du blindage et participe à la perforation, en projetant le métal liquide dans l'habitacle. Cela

se propage dans la cible et tout ce qui est inflammable va prendre feu voire exploser; par ailleurs, l'uranium pulvérisé qui pénètre dans l'habitacle s'enflamme également, d'où l'explosion des chars de combat environ cinq secondes après l'impact. Cette combustion de l'uranium appauvri donne la poudre d'oxyde d'uranium. Les poussières ainsi produites se répandent dans l'atmosphère, elles mesurent moins de 1,5 micron. Elles sont donc respirables, peuvent se déposer dans les alvéoles et être absorbées par le système lymphatique ou le sang. Connaissant les effets de ces armes sur les populations de l'ex-Yougoslavie, d'Afghanistan, d'Irak et sur les soldats étatsuniens qui les ont utilisées (cancers, leucémies, malformations congénitales), on peut redouter les conséquences sanitaires au voisinage du périmètre de ces tirs, notamment près du polygone où ces armes et ces munitions étaient testées. Ces armes étant toujours utilisées aujourd'hui, il est difficile de croire que les essais auraient cessé depuis dix ans. Quels sont leurs effets sur la santé humaine? Quand fera-t-on

l'analyse des sols et des eaux? Quelle est la masse d'uranium disséminée sur le champ de tir du polygone? Le site a-t-il été décontaminé? Comment a-t-on contrôlé la santé des personnels qui ont participé aux essais? Et celle des habitants voisins du site militaire?

La dernière résolution soumise à l'ONU concernant la transparence des données relatives à l'utilisation des armes à uranium appauvri a été adoptée par une large majorité (141 États pour, 36 abstentions). Seuls quatre États ont voté contre: les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et Israël. Le nucléaire civil ou militaire conduit l'humanité à la barbarie. Cette industrie est un concentré de toutes les erreurs du capitalisme, notamment l'irresponsabilité techno-industrielle contre laquelle aucun principe de précaution n'est efficace. En finir avec le nucléaire, c'est en finir avec tous les mensonges de cette industrie, c'est repenser entièrement notre politique énergétique.

Marie Avril

1. Mélange de deux corps purs qui fond et se solidifie.



Syrie, le 24 avril. Manifestation dans la ville de Hom. (Ho New / REUTERS)

## En Syrie comme ailleurs, en finir avec les dictateurs !

L'annonce par Bachar al Assad, jeudi 21 avril, que le pouvoir accepterait les revendications des manifestants, n'a pas suffi. Le peuple syrien réclame le départ du dictateur, qui, paniqué, ne cesse de durcir la répression.

La répression en Syrie s'est considérablement accentuée au cours de ces derniers jours. Aux plus de 120 morts pour les seuls vendredi 22 et samedi 23 avril, il faut ajouter ceux du lundi 25 avril, lorsque les blindés ont investi la ville de Deraa. Cela fait plus de 400 morts depuis le 15 mars, date du début du processus démocratique. Il s'agit là d'un durcissement manifeste des autorités, prises de panique par l'ampleur d'une rébellion qui s'étend, et touche maintenant toutes les grandes villes. Des centaines d'opposants sont arrêtés, torturés, et les organisations de défense des droits de l'homme (Human Rights Watch, Amnesty et l'Observateur syrien des droits humains) dénoncent les multiples disparitions, notamment celle du journaliste algérien Khaled Sid Mohand, arrêté par des membres de la sécurité militaire, le 9 avril, dont on est sans nouvelles depuis. Enfin, la nouvelle arrestation de Mahmoud Issa, membre du Parti du travail (communiste) est un signe de retour aux pratiques des pires heures de la dictature. En signe de protestation face à cette répression, deux députés, ainsi que le mufti de la ville de Deraa, là où l'insurrection a débuté, ont décidé de démissionner, fait sans précédent dans la vie politique syrienne.

Pourtant, jeudi, après l'annonce par Bachar al Assad lui-même, de la réponse positive du pouvoir aux principales revendications des manifestants (levée de l'état d'urgence, abolition de la Cour de sûreté de l'État, autorisation des manifestations, libération des prisonniers politiques et de conscience, promesse d'une revalorisation de 30% des salaires dans la fonction publique), on aurait pu s'attendre à un retour à la normale, et à la reconstitution du pacte national autour d'une présidence s'engageant à réformer le système politique et laissant plus de place à l'expression démocratique. Il n'en est rien. Le rejet de la dictature héréditaire est tel que c'est le départ d'Assad qui est aujourd'hui demandé par les manifestants. C'est aussi la fin du régime baasiste en place depuis mars 1963, dont l'article 8 de la Constitution garantit actuellement l'autoreproduction : « *Le parti Baas dirige la société* ». Le pouvoir syrien peut bien, comme le fait également Kadhafi, hurler à un improbable complot salafiste pour justifier la répression des manifestations, il ne peut masquer le ras-le-bol général, notamment d'une partie de la jeunesse qui aspire, comme dans les autres pays qui sont aussi le théâtre de soulèvements populaires, à la démocratie, à la liberté d'expression, à la fin des dictatures. Hugo Chavez peut bien, une nouvelle

fois, parler comme pour la Libye, d'un « *complot américain* », il ne saurait nous convaincre que les jeunes manifestants de Deraa, Latakia et Damas ne sont que des marionnettes manipulées par la Maison Blanche !

Le mouvement démocratique syrien, même s'il est dramatiquement réprimé, a d'ores et déjà marqué des points capitaux pour l'avenir. Il a considérablement terni l'image moderniste de Bachar al Assad, complaisamment colportée par une presse occidentale peu intéressée par les pratiques policières et judiciaires du régime. Il a mis fin à 48 ans d'omerta sur les pratiques de la dictature alaouite. S'inscrivant dans le contexte général du combat engagé dans les pays du monde arabe, il doit bénéficier de tout notre soutien pour chercher des convergences avec les autres mouvements de contestation. Ce sera un des thèmes des rencontres de Marseille, les 7 et 8 mai prochain, à l'initiative du NPA, où les anticapitalistes des pays du pourtour méditerranéen débattront des processus révolutionnaires et des soulèvements populaires en cours.

**Alain Pojolat**

## Non à la guerre des grandes puissances en Lybie

Après la Grande-Bretagne, la France et l'Italie ont annoncé l'envoi de conseillers militaires en Lybie, ainsi qu'une intensification des frappes aériennes, des bombardements. L'intervention militaire des grandes puissances qui devait être de courte durée devient une véritable guerre. Tripoli est depuis vendredi dernier la cible de raids intensifs de l'Otan. Dans la nuit de dimanche à lundi, le bureau du dictateur a été totalement détruit. On est loin de la protection des populations civiles. L'escalade militaire dans laquelle s'engage l'Otan ne peut qu'aider Kadhafi à justifier sa résistance et à tenir contre les insurgés. Les déclarations visant à accréditer l'idée de l'efficacité des bombardements sont peu crédibles. Ainsi, lundi, les troupes de Kadhafi auraient été repoussées hors de la ville côtière de Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli mais d'après le porte-parole militaire du Conseil national de transition (CNT) à Benghazi, les bombardements sur la ville continuaient et selon ses propres déclarations, « *Kadhafi n'est pas en train de perdre* ».

Les discussions engagées par l'Union africaine pour tenter de trouver une solution négociée se poursuivent autour de la « feuille de route » acceptée depuis fin mars par Kadhafi. Mais elles n'ont aucune chance d'aboutir à quoi que ce soit puisqu'elles n'envisagent pas le départ de Kadhafi alors que le Conseil national de transition reconnu par la France et l'Italie en font une condition et que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont prévenu que les bombardements ne cesseraient que lorsque Kadhafi quitterait le pouvoir. Autant dire que la guerre va durer. Il y a une forte probabilité pour que l'envoi de conseillers militaires soit le premier pas pour préparer une intervention militaire au sol.

Sarkozy a annoncé son intention de se rendre à Benghazi. Au-delà de ses propres ambitions, l'aventure militaire dans laquelle il engage la France obéit à un objectif bien précis : préserver la place de la bourgeoisie de ce pays dans le partage des richesses pillées par l'impérialisme dans les pays pauvres.

Cette guerre comme celle d'Afghanistan ou de Côte d'Ivoire sert les intérêts des grands groupes capitalistes français à l'ombre des USA. Elle vise à préserver les positions des grandes puissances pour contrôler les sources d'approvisionnement en pétrole et garder la main sur le Proche et le Moyen-Orient, canaliser, étouffer le processus révolutionnaire. Une excellente publicité aussi pour les marchands d'armes. Ainsi des millions d'euros sont engloutis dans les missiles et les bombes alors que l'État ne cesse de répéter qu'il faut faire des économies sur les écoles, sur le système hospitalier, sur les prestations sociales et geler les salaires...

Loin d'aider les peuples à conquérir la démocratie et la liberté, les armées des grandes puissances en sont les fossoyeurs.

Arrêt des bombardements ! À bas les aventures militaires de Sarkozy ! Pour le droit à l'autodétermination du peuple libyen !

**Yvan Lemaitre**

## en bref...

**Il y a 25 ans... Tchernobyl.** Le monde commémore depuis ce week-end la catastrophe de Tchernobyl : celle-ci risque malheureusement de ne plus être considérée comme la plus grave de l'histoire du nucléaire civil, depuis l'accident survenu dans la centrale de Fukushima, malgré les dénégations des autorités japonaises et des institutions internationales. De nombreux dirigeants pronucléaires se livrent pour l'occasion à des gesticulations médiatiques destinées à faire oublier la répétition de l'histoire : le président russe Medvedev déclare vouloir proposer au sommet du G8 « *des initiatives concrètes concernant le renforcement des mesures de sécurité dans les centrales nucléaires [pour] accroître la responsabilité des pays utilisant l'énergie atomique* ». Ce qui peut paraître quelque peu cynique venant du chef d'un État qui a

sacrifié 600 000 liquidateurs, mis en danger plusieurs millions d'habitants et contaminé une bonne partie de l'Europe sans remettre en cause ce mode de production dangereux. En Allemagne, les annonces du gouvernement Merkel concernant la décision de moratoire sur l'allongement de la durée de vie des réacteurs atomiques (auxquels elle avait accordé à l'automne dernier un sursis de douze ans) n'a pas suffi à calmer les militants antinucléaires qui ont participé massivement à la 51<sup>e</sup> édition des traditionnelles « *Marches de Pâques* », et réclamé l'arrêt des centrales nucléaires du pays encore en activité. Des rassemblements ont également eu lieu sur des ponts enjambant le Rhin ainsi que près des frontières françaises et luxembourgeoises pour signifier que la lutte antinucléaire, comme les nuages radioactifs, ne

s'arrête pas aux frontières des pays producteurs. En France, l'accident de Tchernobyl a été commémoré à Bourges (voir article page 4).

**Un mariage en or !** Alors que la Grande-Bretagne est touchée de plein fouet par la crise économique, que les salaires sont en baisse, que les services publics sont attaqués, des millions d'euros vont être dépensés pour le mariage princier, le 29 avril. Selon les calculs du site RadarOnline, cela coûterait la bagatelle de 34 millions de dollars (23 millions d'euros), dont 32 millions pour assurer la sécurité par des milliers de policiers. En deuxième position arriverait la facture des fleurs pour 800 000 dollars et en troisième, la réception pour 600 000 dollars ! Pourtant d'après une enquête du *Gardian*, l'événement n'emballerait pas vraiment les foules,

puisque seuls 37% des personnes interrogées se déclarent intéressées, contre 46% qui ne le sont pas. En revanche, 49% ont répondu qu'elles étaient beaucoup plus intéressées par le jour férié attribué pour le mariage. Pendant ce temps-là, les personnels du nettoyage affectés aux bâtiments royaux ont lancé une campagne pour l'augmentation de leurs salaires. Ils sont en effet payés 7,25 euros de l'heure et demandent à passer à 8,83. Comme le déclarait le responsable du syndicat : « *Alors que la famille royale s'apprête à dépenser des millions de livres pour le mariage du prince William, elle refuse de faire pression pour que ceux qui assurent la propreté de leurs palais aient des revenus leur permettant de vivre.* »

# G8-G20 :

Sarkozy est cette année le président des sommets du G8 et du G20 qui se tiendront respectivement les 26 et 27 mai à Deauville puis les 3 et 4 novembre à Cannes : villes de festivals et de casinos...

Au menu de l'agenda des sommets officiels pour le G8 :  
- « *Le partenariat avec l'Afrique* » : encore plus de guerres pour s'accaparer le pétrole et les matières premières de l'Afrique, ou pour reprendre en main les révolutions arabes!

- « *La croissance verte* » : la stratégie du développement du nucléaire a mené à la catastrophe de Fukushima et il faudrait continuer à leur faire confiance ?

Pour le G20, la présidence française s'est fixé six grandes priorités :

- « *réformer le système monétaire international* »
- « *renforcer la régulation financière* »
- « *la lutte contre la volatilité des prix des matières premières* »
- « *soutenir l'emploi et renforcer la dimension sociale de la mondialisation* »
- « *améliorer la gouvernance mondiale* »
- « *instaurer des financements innovants pour financer le développement* [Paris propose un projet proche de la taxe Tobin] »

Les G8 et G20 prétendent exister pour sortir le monde de la crise. Or les politiques appliquées par les gouvernements jettent des millions de travailleurs dans la misère, accentuent le pillage des pays du Sud et détruisent la planète ! Chaque sommet ne vise qu'à renforcer les acteurs et les mécanismes à l'origine de la crise, à s'accorder sur les moyens de faire payer la crise aux peuples. Nous devons remettre en cause la légitimité de ces institutions, réclamer le partage des richesses, la protection de nos ressources et une véritable rupture avec le système capitaliste et le productivisme. Pour faire un pas vers la société socialiste du XXI<sup>e</sup> siècle.

## Contestation : la lutte continue!

Depuis l'existence des sommets officiels, la lutte s'organise pour contester la légitimité des G8 et G20, pour dénoncer ceux qui veulent étendre l'aire d'influence du FMI sur l'ensemble des populations de la planète, qui mettent en œuvre les politiques néolibérales de destruction des conquêtes sociales et de privatisation de tout.

Certains contre-sommets ont été marquants comme celui de juillet 1989 contre le G7, campagne unitaire intitulée « *Dettes, apartheid, colonies : ça suffait comme ci!* » rassemblant des milliers de personnes à Paris.

Le contre-sommet de Gênes en 2001 fut un autre rendez-vous qui a marqué le mouvement altermondialiste. Le décès de Carlo Giuliani a montré au monde entier le niveau de violence que sont prêtes à déployer les forces de l'ordre pour protéger le sommet officiel ! Depuis les manifestations de Gênes, les sommets ne se déroulent d'ailleurs quasiment plus dans les métropoles, mais dans des espaces difficilement accessibles et facilement contrôlables.

Cette année à l'occasion des sommets des G8 et G20 en France, la mobilisation doit être au rendez-vous ! Les saigneurs du monde s'organisent, organisons nous aussi la riposte. Les peuples d'abord ; pas la finance !

## Sommets et contre-sommets

Le G6 a été créé à l'initiative du président français Valéry Giscard d'Estaing lors d'un sommet entre les six chefs d'État fondateurs<sup>1</sup> au château de Rambouillet du 15 au 17 novembre 1975. L'objectif était de traiter les questions économiques et financières en pleine crise dite du pétrole, d'accorder les violons entre puissances. D'abord appelé « Groupe des six », il est devenu « Groupe des sept » avec l'intégration du Canada en 1976, puis « Groupe des huit » lorsqu'il s'est élargi à la Russie en 1998.

Le « Groupe des 20 » a été créé en marge du G7 de septembre 1999, à l'initiative du ministre de l'Économie canadien Paul Martin. Le but était alors de favoriser la stabilité financière internationale et de créer des possibilités de dialogues entre pays industrialisés et pays émergents après la succession de crises financières dans les années 1990. Il était composé de dix-neuf pays<sup>2</sup> ainsi que de l'Union européenne. Ces pays représentent à eux seuls 85% du commerce mondial, les deux tiers de la population mondiale et plus de 90% du produit mondial brut. Le G20 reflète les nouveaux rapports économiques et géostratégiques mondiaux, il a pris le relais du G8 sans toutefois remplacer ce dernier. En effet, les huit pays les plus riches ne comptent pas perdre de leur puissance face à la Chine, l'Inde et le Brésil !

Le G20 accueille également les institutions de Bretton Woods : le directeur général du FMI (Dominique Strauss-Kahn !), le président de la Banque mondiale, celui du comité monétaire et financier international et celui du comité de développement du FMI et de la Banque mondiale.

Au début, seuls les ministres et les chefs des Banques centrales se retrouvaient régulièrement. Le 15 novembre 2008, pour la première fois de son histoire et à l'initiative de Nicolas Sarkozy et de Gordon Brown,

les chefs d'État et de gouvernement se sont réunis. La volonté proclamée était de tirer toutes les leçons de la crise financière et économique et de refonder un nouvel ordre économique mondial. L'échec est patent : la spéculation financière continue, les paradis fiscaux ne sont nullement inquiétés !

La présidence des « groupes » tourne parmi les États membres chaque année. Le pays assurant la présidence accueille une série de réunions au niveau ministériel amenant à un sommet de deux ou trois jours par an avec les chefs d'État et de gouvernement.

L'agenda des G20 et G8 se décline sous différentes formes cette année sous la présidence de Nicolas Sarkozy : en plus du sommet du G20 regroupant des chefs d'État et de gouvernement, se tiennent les G20 finances regroupant les ministres des Finances et les gouverneurs des Banques centrales, les G20 sociaux, réunissant les ministres de l'Emploi et le G20 agriculture. Le G8/G20 université/recherche a été annulé, et c'est une bonne nouvelle !

Les sommets ont pour fonction d'entériner officiellement des décisions prises dans les arcanes secrètes du pouvoir mondial, en l'absence totale de transparence. Les sherpas, conseillers-guides des gouvernements, se rencontrent au moins quatre fois dans l'année pour préparer les dossiers en concertation avec les Banques centrales, la Banque mondiale et le FMI. Depuis la réunion du sommet du G20 à Séoul en novembre 2010, un B20 se réunit juste avant le G20 : B = business... à Séoul, Laurence Parisot était présente !

1. États-Unis, Japon, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Italie et France.

2. Les pays du G8 ainsi que l'Argentine, le Brésil, le Mexique, la Chine, l'Inde, l'Australie, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud et la Corée du Sud.

## G8 À DEAUVILLE



## La Coalition G8-G20 2011

Un collectif national s'est formé en France pour organiser de manière unitaire une riposte aux sommets des G8 et G20 : la Coalition G8-G20 2011. Il regroupe actuellement : AC!, Crid, Aitec, Attac France, CGT, Solidaires, FSU, Confédération paysanne, CCFD Terre solidaire, CADTM, Cédétim, Citoyens, Euromarches, Fondation Copernic, Emmaüs international, Greenpeace, France Amérique latine, Ipam, Mouvement de la paix, Les Amis de la Terre, No-vox, Oxfam France, Peuples solidaires, Réseau Foi et justice Afrique-Europe, Ritimo, Survie, Transform, Vamos, Vision du monde, Artisans du monde, RECit.

Les partis politiques en soutien sont : NPA, EÉ-Les Verts, FASE, Alternatifs, Parti de gauche, PCF/JC, GU, Jeunes Verts.

Cette campagne recueille aussi de nombreux soutiens internationaux.

Site du collectif unitaire : [www.mobilisationsg8g20.org](http://www.mobilisationsg8g20.org)



# dégagez !

## Contre le G8 au Havre les 21 et 22 mai

Les 26 et 27 mai, les dirigeants des huit pays les plus riches du monde se réuniront dans les salons du casino de Deauville, pour jouer l'avenir du monde et des peuples. Protégés par des milliers de policiers et de militaires, ils vont décider de la manière dont ils vont continuer de faire payer leur crise aux peuples et aux salariéEs pendant que les profits continuent d'exploser ! En face, de l'autre côté de la Seine, la mobilisation s'organise : Le Havre a été le lieu d'une mobilisation large, unitaire et démocratique pendant le mouvement contre la réforme des retraites. Appuyé sur ces habitudes de travail unitaire, le collectif unitaire local, en lien avec les collectifs régionaux et nationaux, prépare la mobilisation pour le week-end précédant le G8. La manifestation du 21 mai doit être l'occasion de faire entendre nos revendications, notre refus de payer leurs crises, d'exprimer notre solidarité avec les luttes des peuples du monde entier ! À l'issue de la manifestation internationale, un meeting internationaliste est organisé, avec

des intervenantEs tunisienEs, japonaisEs, anglaisEs... pour dire notre refus des plans d'austérité, notre solidarité avec les révolutions dans le monde arabe... Ce meeting sera suivi d'un concert.

Le lendemain, le Forum des alternatives sera l'occasion de dénoncer les mauvais coups des gouvernements partout dans le monde, mais aussi de débattre et d'ouvrir des perspectives de luttes : nucléaire, droits des femmes, alimentation, fichage informatique, transition sociale et écologique, migrations, solidarité internationale, interventions impérialistes... nous devons discuter le plus largement possible de nos réponses, de nos alternatives pour continuer à construire les mobilisations nécessaires pour répondre aux attaques des gouvernements et des patrons !

Les 21 et 22 mai, soyons le plus nombreux possible au Havre pour en faire le lieu de convergences de nos luttes, nationales et internationales, pour faire entendre notre voix !

### PROGRAMME :

**Samedi 21 mai :** Manifestation festive (départ à 15 heures, gare du Havre), meeting internationaliste puis concerts.

**Dimanche 22 mai :** 9 forums à l'université du Havre.

Possibilité d'hébergement le samedi soir, en camping ou dans le cadre de l'opération « *Adoptez un altermondialiste pour le week-end* ».

### TRANSPORTS POUR LE HAVRE :

Le collectif unitaire anti G8-G20 national met en place l'organisation de bus au départ de Paris. Il y a deux possibilités :

- **Aller-retour le samedi 21 mai**, départ de Paris à 10 heures, retour du Havre à 21 heures (arrivée à Paris vers minuit).

- **Aller samedi 21 mai / retour dimanche 22 mai**, départ de Paris samedi 21 mai à 10 heures, retour

du Havre dimanche 22 mai à 16 heures (arrivée à Paris vers 19 heures).  
Le prix de l'aller-retour est de 30 euros.

Autres départs en bus en cours d'organisation (sans tarifs ni horaires pour l'instant) : départ du Mans (avec passage par Alençon), de Nantes, de Rouen, de Caen, probablement de Lille.  
Infos sur le site unitaire mobilisationsg8g20.org

## Contre-sommet du G20 du 31 octobre au 3 novembre

L'organisation du sommet du G20 à Cannes (Alpes-Maritimes) sera l'occasion d'une riposte, parce que le G20 se déroulera dans une ville et un département où la domination de la droite est une réalité et sa collusion avec l'extrême droite une donnée essentielle de la politique locale. Sur le plan démocratique, le département est sinistré, il est très fréquent de se voir refuser le droit de manifester sans réel motif alors que la droite extrême peut parader en toute impunité comme lors de la projection du film *Hors-la-loi* au dernier festival. Il est donc essentiel de sensibiliser la population locale en articulant enjeux locaux et internationaux. Des initiatives seront prises tout au long de la préparation du contre-sommet. Ce n'est pas un hasard si Cannes a été choisie pour organiser le G20 car l'endroit est facilement « sécurisable » (la mer d'un côté et des accès très limités). D'après les premières informations, il y aura un véritable camp retranché autour du bien-nommé « bunker » (surnom que donnent les Cannois au Palais des festivals).

Pour préparer la mobilisation, un collectif anti-G20 des Alpes-Maritimes s'est formé autour de l'appel unitaire national et se réunit régulièrement depuis le mois de décembre.

Des groupes de travail ont été mis en place : mobilisation, communication, logistique/budget. À ce stade de l'organisation, voici le déroulement que le collectif local propose au national : un contre-sommet du 31 octobre au 3 novembre avec débats, conférences, actions, concerts, etc.

Le point central de la mobilisation se déroulerait le mardi 1<sup>er</sup> novembre (jour férié) avec une grande manifestation internationale (ville encore à confirmer, même si Nice semble le lieu le plus pertinent).

D'autres actions sont prévues et seront dévoilées au fur et à mesure.

Le NPA 06 est partie prenante de ce collectif. Il nous faudra donc être très mobilisés car le combat anticapitaliste qui nous définit est au centre de ce combat.

## G8 des universités : la bataille malgré l'annulation !

Les réformes de l'enseignement supérieur sont liées à un processus européen, ouvert à la fin des années 1990 lors d'un sommet à Bologne.

Le processus consistait à « harmoniser » les diplômes européens, mettant en place le système LMD (licence-master-doctorat). En fait, il s'agissait de remplacer les diplômes nationaux par un système de points (les crédits ECTS), sans exigence de contenu. D'une fac à l'autre, en fonction des moyens de chacune, le nombre d'heures de cours et les modalités de contrôle ne sont plus les mêmes. La valeur d'un diplôme devient différente selon l'endroit où on l'a passé.

L'enjeu principal est d'en finir avec les diplômes nationaux, synonymes de conventions collectives. La casse de l'enseignement, c'est l'assurance d'un avenir de chômage et de précarité pour la jeunesse.

De nouveaux pas auraient pu être franchis à Dijon, lors du « G8 des universités », un sommet de présidents de fac et d'entrepreneurs pour discuter des liens entre l'enseignement supérieur et les entreprises. Mais la mairie de Dijon (PS) a finalement demandé l'annulation

de cette rencontre, craignant les débordements du contre-sommet. Tant mieux !

### Coordonner nos luttes

La résistance, elle, ne s'arrête pas. Les mobilisations de l'éducation et de la recherche ont besoin de se coordonner. De la Grèce à la Grande-Bretagne, en passant par l'Autriche, l'Italie ou l'État espagnol, les mouvements lycéens et étudiants européens s'enchaînent depuis 2003... Sans oublier, évidemment, le mouvement des jeunes diplômés au chômage en Tunisie.

Ce qui ressemble parfois à un relais (mobilisations britannique et italienne juste après celle sur les retraites en France fin 2010, suivies du soulèvement de la jeunesse en Tunisie et dans le monde arabe) doit devenir un mouvement de résistances synchronisées.

Le contre-sommet de l'éducation et de la recherche sera donc maintenu à Dijon, du 5 au 7 mai, avec une manifestation le samedi 7.

Pour participer, prenez contact avec le NPA ou auprès du collectif d'organisation : g8univ@gmail.com

## Une tournée pour mobiliser

À l'appel de l'Union syndicale Solidaires, d'Attac et de l'Aitec, une tournée du Grand Ouest est actuellement organisée afin de préparer la mobilisation pour le contre-sommet du Havre.

Depuis le 18 avril, une série de réunions et d'actions ont lieu dans des villes afin de communiquer et de mobiliser sur le G8. Par exemple, au Mans, un meeting avec un militant du Front du 14 Janvier a été organisé sur le marché le plus populaire de la ville. Puis une action contre les banques a été menée en plein centre-ville avant de finir par un meeting unitaire qui a réuni un peu plus de 110 personnes... Mais c'est surtout la liste des inscrits pour le déplacement au Havre qui a fait la réussite de cette journée d'actions et de rencontres puisque pas moins de 30 personnes sont déjà partantes pour aller manifester... Par ailleurs, la rencontre entre une syndicaliste étudiante anglaise et les étudiants de la fac a permis de discuter de longue heures sur la situation des mobilisations à travers l'Europe... Être anti-G8, c'est aussi et avant tout exiger une autre forme de coopération internationale, c'est être internationaliste.

La tournée a été aussi organisée

pour mettre en avant les luttes sociales (pour l'emploi, les services publics ou le partage des richesses.) Le but est simple, il s'agit d'expliquer pourquoi leurs décisions ont des conséquences sur notre vie de tous les jours. Pour nous, la manifestation contre le G8 au Havre sera avant tout une manifestation pour la convergence des luttes et des révoltes. De la Tunisie au Japon en passant par les luttes pour les salaires et l'emploi en Europe... nous serons tous présents pour dire stop à ce monde.

Aujourd'hui, il faut diffuser le message autour des effets des politiques des G8 et G20, organiser des débats autour des grandes questions financières, environnementales, sociales et politiques. C'est ce que fera la caravane dans les prochaines semaines à Nantes le 7 mai (meeting le 10 mai), Rouen le 11, Amiens le 12, Caen le 13, Évreux le 14 et Dieppe le 15 mai<sup>1</sup>.

Comme lors de l'étape du Mans, nulle doute que les militants et sympathisants du NPA répondront présent.

1. Voir sur mobilisationsg8g20.org pour les départs en cars de chacune de ces villes.

# Rassemblement les anticapitalistes

La crise politique qui frappe la droite au pouvoir, la pression exercée par l'extrême droite, le caractère plus que jamais libéral du programme du PS, l'approfondissement des crises économique, écologique, sociale et l'approche de l'élection présidentielle invitent à une réflexion approfondie. Quel programme et quelle stratégie pour changer radicalement ?

Le dernier Conseil politique national (CPN) a décidé d'une démarche publique dans le but de favoriser le rassemblement des anticapitalistes.

Le NPA s'est adressé largement à la population, à celles et ceux qui ne lâchent rien, par des rencontres, des diffusions de tracts. Il a rencontré les différentes formations qui entendent œuvrer à une alternative à la droite et au social-libéralisme, de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase) à Lutte ouvrière en passant par les formations prônant la décroissance, les Alternatifs et le Front de gauche (PCF, PG, GU)...

Pour nourrir le débat, le NPA a sollicité des contributions auprès d'une série d'intellectuels, d'animatrices et animateurs du mouvement social.

Cette semaine, Tout est à nous ! commence à rendre compte de cette démarche avec les points de vue de Clémentine Autain (co-directrice de la revue Regards) et Paul Ariès (directeur du Sarkophage, revue des gauches antiproductivistes). Nous publions également les comptes rendus des rencontres avec la Fase et les Alternatifs.

Pour retrouver en permanence tous les éléments de cette démarche, un espace est ouvert sur le site national du NPA :

[www.npa2009.org/rassemblement\\_anticapitaliste\\_en\\_debat](http://www.npa2009.org/rassemblement_anticapitaliste_en_debat)

## Rencontre NPA-Fase le 4 avril à Paris

Délégation NPA : Léonce Aguirre, Sandra Demarcq, Myriam Martin, Christine Poupin.  
Délégation Fase : Pierre Cours-Salies, Jean Brafman, Roland Meirieux (Les Alternatifs).

La Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase) avait demandé la première à rencontrer le NPA. Dans un climat fraternel, les deux délégations ont eu d'abord un rapide échange sur la situation sociale et internationale. Cette discussion a fait apparaître de larges convergences quant à l'engagement pour la sortie du nucléaire dès maintenant, pour la solidarité avec les révolutions arabes, pour le refus de l'austérité.

La Fase aimerait initier avec d'autres des débats unitaires et larges en particulier sur deux thématiques : le FN et les dynamiques qu'ouvrent les révolutions dans le monde arabe.

Sur la préparation des élections de 2012, la Fase a enregistré positivement la démarche engagée par le NPA sans pour autant l'approuver dans sa globalité. Leur conception n'est pas a priori de constater l'incompatibilité entre le programme du PS et celui d'une gauche digne de ce nom. Bien entendu, les camarades

disent refuser la participation à un gouvernement de gauche qui mènerait une politique libérale. En revanche, comme le Front de gauche, ils estiment possible de faire bouger les rapports de forces à gauche entre le PS et la « gauche de gauche » et donc la nature de la politique d'un futur gouvernement né de la défaite de la droite.

Ainsi, sans approuver totalement les termes du texte constituant la base stratégique du Front de gauche pour les élections présidentielles et législatives sur cette question, la délégation de la Fase a indiqué y voir une avancée suffisante pour tenter de concrétiser le rassemblement avec le Front de gauche.

Le NPA a indiqué qu'il avait envoyé une demande de rencontre avec les formations du Front de gauche (PCF, PG, GU) mais que pour sa part, les programmes du PS et d'une gauche digne de ce nom ne sont pas compatibles et qu'espérer « gauchir » le PS par le rapport de forces issu des urnes était purement illusoire ; que



si la droite était battue en 2012, il faudra alors construire une opposition de gauche la plus consistante possible à ce nouveau pouvoir.

## Rencontre NPA-Alternatifs lundi 11 avril

La rencontre a été cordiale et fraternelle avec des échanges politiques riches.

Pour les Alternatifs, il était important d'échanger en englobant dans la dernière période, le mouvement sur les retraites, avec un questionnement autour de l'incapacité des différentes organisations impliquées dans le mouvement (dont le NPA) de faire émerger une gauche radicale de combat. Les responsabilités sont partagées et le NPA en assume sa part. Les Alternatifs regrettent que le NPA n'ait pas pris d'initiatives à l'issue du mouvement.

Nous sommes aussi revenus sur le mouvement en insistant sur les limites et les problèmes rencontrés, la faiblesse de l'auto-organisation, les difficultés à construire la grève générale. Nous avons souligné le désaccord qui existe entre le Front de gauche et le NPA sur le rôle respectif des formations politiques et des organisations syndicales au cœur des mobilisations. Nous ne partageons pas la conception du Front de gauche d'un mouvement social rythmé par les dirigeants syndicaux avec l'appui

souvent acritique des partis politiques. Nous ne voulons pas séparer le « social » du « politique ». Même si nous avons connu une défaite, il y a de nombreuses équipes militantes qui se sont battues pour la grève et c'est une expérience politique importante. Notre proposition s'inscrit dans cette préoccupation : s'adresser à celles et ceux qui recherchent une alternative anticapitaliste. Mais aussi aux organisations à gauche de la gauche pour débattre du contenu, du programme d'un projet alternatif anticapitaliste, indépendant du PS et porteur d'espoir pour tous ceux et celles qui ont lutté l'automne dernier.

Les Alternatifs ont avoué être pessimistes sur les possibilités, en 2012, de faire émerger une gauche de gauche. Ils n'ont pas pris de décision par rapport à cette échéance parce que ni la candidature de Jean-Luc Mélenchon ni la potentielle candidature d'Olivier Besancenot ne leur semblent être la solution. Les Alternatifs ont précisé qu'ils n'étaient pas polarisés par le Front de gauche, à l'inverse d'autres organisations, même s'ils considèrent qu'il y a un réel enracinement du Front de gauche sur



le terrain électoral local, héritage du passé. Mais il y a aussi un problème de positionnement à l'égard du PS. Attentifs à notre démarche – dont ils espèrent qu'elle ne sera pas close trop rapidement, sans réelle volonté d'aboutir –, ils souhaitent une candidature large de rassemblement.

## Une réponse de Lutte ouvrière

Lutte ouvrière a adressé le 19 février un courrier répondant négativement à notre demande de rencontre. Sous la plume de Nathalie Arthaud, la direction de LO indique qu'elle n'a « ni pour perspective ni pour ambition le rassemblement d'une gauche anticapitaliste indépendante du PS » et qu'elle se place « dans la perspective communiste révolutionnaire ». Nathalie Arthaud entend se présenter « non pas avec l'illusion de peser dans les urnes » comme le laisserait entendre en son sens le NPA, « mais avec l'objectif de présenter un programme de lutte pour la classe ouvrière ». Un « programme que nous défendons

quotidiennement dans les entreprises et dans notre milieu et que nous essaierons de faire entendre à l'occasion de cette présidentielle », ajoute la candidate désignée par LO.

Tout cela a certes le mérite de la clarté du point de vue de la proposition que nous faisons. Mais nous le regrettons et déplorons que par aveuglement, Lutte ouvrière se considère comme le seul courant cherchant véritablement à se situer dans le « camp des travailleurs ». Fort heureusement, cela ne correspond pas à la réalité.





## Contribution de Clémentine Autain

(co-directrice de la revue *Regards*)

Mercredi 20 avril 2011

**A** l'heure où le capitalisme fait sa crise, comment la gauche radicale peut-elle se regarder le nombril en comptant ses divisions au lieu de faire force commune et de mettre à jour son projet, en ouvrant les portes et les fenêtres sur ce qui bouge, conteste et invente dans la société? Comment pouvons-nous laisser le terrain à l'extrême droite, qui prospère sur la désespérance sociale et le divorce consommé entre le peuple et les élites? J'ai honte pour celles et ceux dont nous voulons porter la voix et les intérêts.

Le NPA porte une part de responsabilité importante dans le spectacle de division que nous donnons depuis des années. L'éparpillement nous discrédite auprès de millions de gens qui crévent des inégalités croissantes, paient le prix fort des libertés sous surveillance et des dérèglements de l'écosystème, voient leurs désirs mis sous tutelle par les lois du marché et le consumérisme. Pourtant, les potentialités sont fortes. Les révoltes du monde arabe donnent du souffle, l'esprit de résistance s'aiguise, la contestation du capitalisme se renforce au gré des profits engrangés par les puissants pendant que le «pouvoir vivre digne» recule pour plus grand nombre. Et nous resterions l'arme au pied, pris dans nos micro-débats qui n'intéressent plus personne et arc-boutés sur nos divergences invisibles à l'œil nu? Ce n'est pas sérieux...

Alors qu'aucune majorité n'a été trouvée à son congrès en faveur du rassemblement à la gauche du PS, le NPA ouvre la discussion avec ses éventuels partenaires politiques. À la bonne heure? Mieux vaut tard que jamais, diront les plus optimistes... Mais chacun sait que le tour de piste engagé est formel tant les jeux semblent faits. À quoi sert de rencontrer individuellement les forces qui se situent du côté de la rupture avec l'ordre dominant si c'est pour déboucher, en juin, sur une troisième présidentielle en solitaire avec Besancenot? Le NPA gagnerait à faire de la politique avec sincérité. L'unité ne peut être une posture: il faut la vouloir vraiment pour y parvenir. En outre, que signifie cet appel de méthode visant à discuter d'abord du

programme quand nous savons qu'il n'y a là aucun désaccord substantiel? Pour mémoire, en 2007, nous avons dégagé ensemble une centaine de propositions communes dans les collectifs antilibéraux pour déboucher sur... trois candidatures. De grâce, ne déportons pas les débats là où ils ne sont plus. La question stratégique est devenue le point de cristallisation des divergences. Affrontons-la sans détour, mais aussi sans procès par avance. Quand le Front de gauche prend le parti clair, dans ses textes d'orientation, de l'alternative et non de la réédition de la gauche plurielle, quand Jean-Luc Mélenchon dit publiquement qu'il ne participerait qu'à un gouvernement dirigé par l'autre gauche, il faut l'entendre. Enfin, pourquoi faire semblant d'en appeler à une candidature du mouvement social quand, à un an de la présidentielle, aucune personnalité syndicale ou associative ne se dégage pour un tel défi? Que le choix de Jean-Luc Mélenchon pose question peut s'entendre mais à la condition de mettre en débat d'autres propositions concrètes. Sinon, le rejet de Mélenchon apparaît comme un prétexte pour ne pas faire campagne commune.

Faire ensemble, c'est prendre la mesure des urgences. Les crises démocratiques, économiques et écologiques deviennent paroxystiques. Elles appellent des réponses politiques à la hauteur, porteuses de ruptures avec les lois du marché et d'émancipation humaine. Les vaincus d'un système qui marche à l'envers ont besoin de bien plus qu'un mégaphone. Notre responsabilité, c'est de faire force commune pour que se dessine une espérance, pour que nos idées et propositions aient quelques chances de se traduire dans le réel, pour contribuer à l'irruption du peuple dans le champ politique, condition sine qua non de la transformation sociale. Unité, radicalité, novation: ce triptyque doit servir le débat d'idées en faveur de l'hégémonie culturelle (au sens gramscien du terme), favoriser les victoires sur le terrain social et permettre de progresser substantiellement dans les urnes. Si la droite dure est un désastre et si le PS à l'eau-de-rose ne changera pas fondamentalement la donne, c'est à nous de



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

regrouper nos énergies et nos espoirs pour qu'une gauche digne de ce nom existe dans notre pays, et puisse être utile à un nouvel internationalisme à construire. Il y a un avenir en dehors des plans de rigueur et des traités libéraux de l'Union européenne: encore faut-il que cette perspective gagne en crédibilité, c'est-à-dire puisse être soutenue par une part croissante d'individus et de collectifs. Si nous ne sommes pas capables, dès maintenant, de porter une voix commune, et si nous partons séparément en 2012, nous risquons la marginalisation politique. La compétition à l'intérieur de la gauche radicale est un cadeau pour le FN, la droite et le PS. Sortir de nos vieilles lunes et de nos débats qui tournent en rond est une impérieuse nécessité. La réponse sera commune, ou ne sera pas. Ma conviction est que, tôt ou tard, nous y parviendrons. Pourquoi tarder?

**Clémentine Autain**

## Contribution de Paul Ariès

(directeur du *Sarkophage*, journal des gauches antiproductivistes)

Mercredi 20 avril 2011

**Faire de 2012 un moment d'une double révolution: celle de l'objection de croissance, celle du «bien vivre»**

**L'**objection de croissance ira divisée aux élections de 2012. J'aurais souhaité une campagne de la décroissance fortement ancrée à gauche et faisant sienne les mots d'ordre de défense de la gratuité du bon usage face au renchérissement du mésusage (avec sa traduction politique autour de la revendication du revenu garanti), une campagne de la décroissance fondée non pas sur l'idée d'une chimérique «panne sèche» du système et pire encore sur la thèse qu'il suffirait que chacun consomme moins (variante du malthusianisme économique qui met la décroissance au service de la droite et du Medef) mais sur la conviction qu'il est possible de construire un autre monde. J'aurais aimé que la décroissance soit capable de faire ce choix de l'anticapitalisme et d'un écosocialisme conséquent, car je redoute que les pas (de géants ou de nains, chacun appréciera) accomplis, depuis quelques années, par une fraction des gauches vers l'antiproductivisme ne soient encore hésitants. L'anticapitalisme n'est pas encore totalement guéri du productivisme (la question se pose depuis deux siècles et il ne suffit pas d'opposer un bon Marx à un méchant Lassalle ni même un bon Marx à un mauvais Marx). L'anticapitalisme peut à tout moment retomber dans les mêmes chimères. Nous savons en même temps que le seul système économique non croissant par nature peut être le socialisme (un écosocialisme conséquent) car le capitalisme, lui, est intrinsèquement productiviste. Nous savons aussi (le NPA autant que moi) que le seul chemin qui peut conduire au-delà de l'économisme de droite et de gauche est la subversion de la Valeur d'échange par la valeur d'usage. Le NPA fait donc partie des forces politiques (comme une fraction du Front de gauche) secouées par ces débats qu'ont su remettre au goût du jour les milieux de la décroissance, de l'anticonsumérisme mais aussi les mouvements amérindiens, grecs ou une partie du mouvement en Guadeloupe. Même une partie de la social-démocratie récupère aujourd'hui certains thèmes en les vidant de leur substance (question du revenu garanti, question de la

relocalisation, du «care», du ralentissement). Le NPA peut avoir la co-responsabilité de traduire cette mouvance en parole et en actes politiques. C'est pourquoi j'avais proposé au moment du choix de rejoindre le NPA lors de sa fondation qu'il se mue en NP2A (Nouveau parti anticapitaliste et antiproductiviste), tout comme j'avais proposé, sans plus de succès, au Parti de gauche de se métamorphoser en Parti de gauche écologique.

Cette mutation est toujours possible et 2012 peut en donner l'occasion. Le NPA peut choisir de répéter les excellentes campagnes de Besancenot. Il sait le faire et il n'est jamais inutile de dire ses 4 vérités au capitalisme mais on sait d'avance ce qu'il sortira politiquement de cette répétition. Le NPA peut aussi faire le choix du risque, celui du débordement de son propre héritage, celui de l'ouverture à des thèmes de campagne et à des formes de campagne inédits. On sait qu'une élection se joue sur quelques mots d'ordre, sur quelques symboles forts, sur un style politique. Ce que je propose donc au NPA c'est qu'il accomplisse une double révolution en une campagne. Celle de l'antiproductivisme (de l'objection de croissance) mais aussi celle du «bien vivre» (bien vivre). Je sais que je demande beaucoup au NPA mais je sais aussi qu'il fait partie des rares forces politiques capables de conduire cette véritable révolution interne aux différents courants du socialisme. J'entends bien la position du NPA par rapport au parti socialiste et donc aux alliances possibles mais je dirais que si le NPA a raison par rapport au social-libéralisme, il s'arrête cependant encore en chemin. J'oserai dire qu'il a accompli la partie la plus facile... compte tenu de sa propre histoire. L'autre partie du chemin consisterait à dépasser l'enfermement dans le seul discours anticapitaliste pour s'ouvrir à un antiproductivisme conséquent que la notion d'écosocialisme n'épuise pas. Je crois surtout que ce double ancrage dans l'objection de croissance et le «bien vivre» permettrait enfin et surtout de basculer vers un discours et des pratiques tout aussi radicales, mais qui camperaient sur l'autre face de

la critique, celle de la construction d'un autre monde. On ne pourra vaincre le capitalisme et le productivisme qu'à partir de lieux qui ne soient ni l'un ni l'autre. 2012 peut être un moment de ce basculement vers ce que je nomme une gauche dissidente, une gauche qui pratique autant (sinon plus) l'insurrection des existences que celle des consciences, une gauche qui sache que résister c'est créer, une gauche qui accepte de faire sécession, car si on ne pourra peut-être pas changer ce monde, rien ne nous interdit de commencer à en construire un autre. Je suis convaincu qu'un nouveau langage de l'émancipation se cherche aujourd'hui à l'échelle planétaire: le sumak kawsay des peuples indigènes amérindiens, le «bien vivre» équatorien et bolivien, eudémonia (la vie bonne) de nos amis grecs, les «nouveaux jours heureux» des citoyens-résistants. Ces deux révolutions en une élection serait aussi la meilleure réponse à tous ceux qui refusent de suivre le NPA dans ce qu'ils considèrent être le choix de l'isolement face à une alliance avec le FG. J'invite déjà tous les adhérents du NPA à réagir au contenu programmatique développé dans le Hors série n° 2 du *Sarkophage* («Viv<sup>®</sup>e la gratuité») qui sera en kiosque d'ici fin avril 2011. Nous y développons le cheminement vers une société décroissante par le choix politique de la gratuité. J'avais proposé, en 2006, à José Bové d'être candidat de l'antiproductivisme, celui du revenu garanti inconditionnel (cela ne suffit pas à faire un projet mais cela en défait déjà beaucoup). Je propose aujourd'hui au NPA (comme au Front de gauche) de ne pas répéter l'erreur de José Bové qui fut de croire qu'il suffisait encore d'être seulement un candidat antilibéral (anticapitaliste). Les objecteurs de croissance ont besoin aujourd'hui de cette double révolution de la gauche face à la montée en puissance des thèmes de droite y compris au sein de certains courants de la décroissance.

**Paul Ariès**

## Pour un 1<sup>er</sup> Mai antiraciste

En pleine crise sociale, l'échiquier politique se reconfigure, les pièces glissent : l'UMP est en voie de décomposition. Les candidatures fleurissent. Les centristes, gaullistes et autres radicaux monnayent leur appui. Le PS bégaie son social-libéralisme et frémit à l'approche des primaires (mal ou remède ?). La gauche de la gauche peine à faire valoir la cohérence de son projet. Le FN est prêt à ramasser les restes, notamment en lançant une OPA sur une frange de la droite qui ne demande que ça.

La droite sarkoziste, en voie de mue vers une droite extrême, n'en finit pas de poursuivre sa fuite en avant raciste, en parole et en actes. Le FN tente une mue symétrique, au risque de buter contre son passé et ses contradictions. La fuite en avant devient alors, faisant de nécessité vertu, une politique de convergence. Sur la base des prétendues théories sur la «droitisation» de la France, Sarkozy fait de son piège une stratégie. Face à cela, le PS en tant que parti est suiviste, pétrifié à l'idée que son «angélisme sécuritaire» lui fasse perdre des voix. Ce suivisme est souvent poussif et honteux (10000 policiers nous promet le programme de 2012), parfois zélé et confusionniste (Manuel Valls), exceptionnellement conséquent dans la rupture (le transfuge Besson). Même si les modalités, le calendrier, les perspectives, et même la réussite de cette reconfiguration inédite de la droite française sont encore incertaines, il est urgent de jeter les bases d'une riposte de masse, pour les mois et années à venir, qui parvienne à convaincre en se plaçant sur le terrain de l'anticapitalisme.

L'engagement dans le combat antiraciste ne saurait être dissocié de cette démarche puisque le pouvoir, qui a choisi de détourner la colère, s'acharne à diviser les travailleurs et tente d'opérer autour de lui des regroupements incongrus sur des bases identitaires : tout est bon pour s'opposer à la constitution d'un véritable front de classe ! Le 1<sup>er</sup> Mai, journée des travailleurs, est un moment fort pour affirmer la nécessité de combattre l'exploitation et les oppressions dont elle se nourrit. Le FN qui, dans une forme de démagogie rouge-brune, célèbre également le 1<sup>er</sup> Mai, ne défend pas les travailleurs, pas plus que la République, la laïcité, l'État de droit, voire le féminisme.

Ce nouveau discours de la droite extrême en devenir, par ses flancs sarkozistes et lepénistes convergents, est rendu possible par la mutation du racisme, passé du biologique au culturel. Ce discours s'ordonne le long d'une chaîne idéologique inédite dans son ensemble, même si ses parties ont pu opérer par le passé. Comment nous apparaît-elle ? Son maillon le plus clinquant, son talisman, est l'islam. En aval, on attaque aujourd'hui les Arabes, et finalement tous les quartiers populaires, via la

question de l'islam. C'est l'islamophobie. En amont, l'islam est attaqué par le prisme de la laïcité, elle-même devenue pierre de touche de toute la République. Cette chaîne idéologique, qui part de la République pour finalement stigmatiser la portion la plus précaire du prolétariat et exclure toute unité de celui-ci, doit être comprise et combattue sur toute sa longueur, donc dans sa réalité de classe et son rapport à la crise.

Premièrement, on ne peut invoquer et défendre la République au non de l'antiracisme, sauf à nier l'histoire d'une République bourgeoise au passé colonial. D'autre part, si invoquer la République dans le combat contre l'extrême droite a pu avoir un sens lorsque celle-ci était encore réellement contre-révolutionnaire, quand elle s'en prenait encore à celle qu'elle appelait la Gueuse, c'est aujourd'hui un parfait anachronisme. Deuxièmement, on ne peut pas accepter la réduction de la République à la laïcité, dont nous défendons une version bien précise qui n'a pas besoin de la République. On ne peut pas non plus laisser le champ libre à une laïcité à géométrie variable qui masque l'islamophobie. Troisièmement, on ne peut pas nier l'islamophobie comme racisme anti-arabes. Quatrièmement, on ne peut pas refuser la vérité de classe de ce racisme anti-arabes, et le déconnecter d'une attaque contre les quartiers en général, les sans-papiers et les migrants, qui permet d'entretenir la division au sein du salariat.



Les peuples des pays arabes démontrent que cette «civilisation islamique» condamnée à l'arriération économique et politique n'est qu'un mirage orchestré par l'idéologie du choc des civilisations. Leurs révolutions sont un antidote contre l'islamophobie. Les militants anticapitalistes doivent être présents en nombre dans toutes les mobilisations antiracistes, que ce soit au côté des sans-papiers, des migrants de tous pays et toutes religions, et des habitants précarisés des quartiers populaires.

**Commission migrations-antiracisme**

## Reconstruisons un mouvement antiraciste !

L'appel pour une manifestation unitaire et nationale le 28 mai contre le racisme, la politique d'immigration du gouvernement et pour la régularisation des sans-papiers est l'occasion :

- de construire des collectifs locaux qui prennent en compte les différentes dimensions du racisme, de les coordonner pour aller vers la construction d'un mouvement antiraciste large et combatif à l'échelle nationale ;
- de fédérer les différentes initiatives et structures de riposte au racisme d'État (collectif de sans-papiers, RESF, collectifs de soutien aux Roms, associations militant dans les quartiers populaires, collectif « Mamans toutes égales » contre la discrimination interdisant aux mamans qui portent un foulard d'accompagner leurs enfants en sortie scolaire...);
- d'agir concrètement afin de démontrer que l'ensemble des travailleuses et travailleurs ont un intérêt commun face aux attaques du gouvernement et au projet du Front national, aux discriminations racistes quotidiennes, aux violences policières, à l'idéologie guerrière du « choc des civilisations ».

Le contenu de l'appel est une base pour construire un mouvement antiraciste dont la dynamique ne soit pas les perspectives républicaines et institutionnelles, mais la construction de rapports de forces locaux et nationaux. Depuis son lancement, plusieurs collectifs se sont constitués : à Montpellier, Marseille, Paris, Bordeaux, Strasbourg, Dijon, etc. Pour prendre contact avec un collectif existant ou participer à la création d'un nouveau, rendez-vous sur le site de la campagne : [www.dailleursnoussoyonsdici.org](http://www.dailleursnoussoyonsdici.org).

Le 28 mai, des manifestations auront lieu partout en France. Pour les construire, du matériel national est disponible (affiches, tracts, autocollants, pétitions...). La campagne rassemblant des intellectuels, élus, cinéastes, musiciens, prêts à s'impliquer, elle doit permettre d'aller vers un véritable mouvement de société. Dans la région parisienne par exemple, une Semaine antiraciste s'organise deux semaines avant la manifestation autour de débats, projections de films, etc. ainsi qu'une tournée des villes et des universités afin de populariser l'appel. Samedi 16 avril, plusieurs militantEs de différents collectifs de la région parisienne se sont rendus au marché de Cergy (Val-d'Oise) afin d'aider au développement d'un collectif antiraciste local. Colin, militant du NPA à Cergy, en fait le compte-rendu suivant : « On était une dizaine à distribuer environ mille tracts pour la manif du 28 mai au marché du quartier de Saint-Christophe – apparemment



le deuxième plus grand marché d'Île-de-France, très multiculturel, et la réponse était très bonne. En plus des tracts, on a aussi utilisé une pétition et on a pris pas mal (51 !) de contacts locaux – des gens qui ont laissé soit une adresse mail, soit un numéro de téléphone, pour avoir des informations sur la manif mais aussi sur les événements locaux. On les a invités à notre réunion ouverte du 4 mai, après les vacances, dans le maison de quartier pour lancer le collectif et pour planifier des choses localement avec toutes les associations, syndicats, partis, etc.» Toutes les initiatives prises pour promouvoir ce combat antiraciste rencontrent un écho incontestable. Pourtant, les manifestations du 28 mai n'auront certainement pas le caractère massif nécessaire pour répondre aux enjeux de la situation, compte tenu des faibles forces militantes réellement impliquées à ce jour. Mais leur construction sera un point d'appui important pour la suite, puisque la stratégie raciste de la classe dirigeante est loin d'être conjoncturelle.

Le 28 mai sera donc une étape dans notre combat. Rejoignez-nous !

**Commission migrations-antiracisme**

### PROGRAMME DE LA SEMAINE ANTIRACISTE À PARIS

Initiatives et mobilisations de tous les collectifs en France : <http://dailleursnoussoyonsdici.org>

#### JEUDI 19 MAI

Conférence *Liberté de circulation, un impératif éthique et social, quelles politiques ?* avec Emmanuel Blanchard (Gisti, Migreurop).

RV à 20 heures, mairie du 12<sup>e</sup> (M<sup>e</sup> Dugommier ou Montgallet).

#### SAMEDI 21 MAI

Projection *Les 88, l'art de la grève* (de Sophie Paviot), débat avec les grévistes de MAN BTP et Nicolas Jounin (sociologue).

RV à 19 heures, cinéma La Clef (34, rue Daubenton, M<sup>e</sup> Censier-Daubenton).

#### JEUDI 26 MAI

Soirée conférence *La République et ses immigrés*, avec Olivier Lecour Grandmaison (historien), Jérôme Valluy (sociologue), Claire Rodier (présidente de Migreurop), Gustave Massiah (ex-président du Crid, membre du conseil scientifique d'Attac), Anzoumane Sissoko (porte-parole de la CSP75), et avec le soutien de *Politis* et *Médiapart*.

RV à 19 heures, marie du 10<sup>e</sup>.

#### VENREDI 27 MAI

Soirée *Commission d'enquête juridique*, avec Louis Joinet (magistrat à la Cour de Cassation, doyen des enquêteurs de l'ONU sur les violations des libertés), Anne Bremaud (avocate), Marianne Lagrue (avocate du droit des réfugiés et membre du réseau Elena Associations), Jean-Emmanuel Nunes (avocat), Nicolas Ferran (juriste et créateur du collectif Les Amoureux au ban public) et Arnaud Veiss (médecin au sein du Comede).

RV à 17 h 30, mairie du 2<sup>e</sup>.

#### SAMEDI 28 MAI

Manifestations partout en France.

## ENS : répression, intimidation mais détermination

La grève se poursuit à l'École normale supérieure (ENS) de Paris malgré la répression et les manœuvres des bureaucrates.

Le 19 avril, centième jour de la grève auto-organisée et autofinancée des précaires de l'École normale supérieure (restaurant et ménage) soutenus par des étudiantEs, la police a évacué les bureaux de la direction occupés durant quatre semaines. À 6 heures du matin, sans sommation, elle a détruit des portes et des meubles et treize camarades ont été retenus trois heures au commissariat. Cette décision de la directrice, Monique Canto-Sperber, fait suite à sa saisine du Tribunal administratif ciblant cinq syndicalistes (dont quatre militants NPA...).

Le moment a été choisi au milieu des vacances pour limiter les protestations au sein d'une École presque déserte. Mais les grévistes et étudiantEs ont tenu bon. Ils ont publié un communiqué bien relayé dans la presse. Le lendemain, une quinzaine de personnes a accompagné chez la DRH une ex-employée dont le CDD n'a pas été renouvelé en novembre alors qu'elle avait subi un accident du travail la laissant handicapée. Après de vifs pourparlers, la DRH a cédé un chèque de 800 euros, avance sur les indemnités que la direction rechigne à payer.

Le 21 avril, le banquet de solidarité a été un succès et les présentEs ont pu participer ou assister à la destruction symbolique de la palissade en bois dressée par la police pour barrer l'accès aux bureaux de la direction. Surtout, la grève reste solidaire bien que la direction tente de diviser les grévistes en proposant un CDI aux seulEs précaires présentEs depuis plus de trois ans.

Des bureaucrates nationaux de la Ferc-Sup CGT ont choisi ce moment difficile pour proposer un accord à la direction par-dessus l'assemblée générale quotidienne, en prétextant la fatigue de certainEs grévistes et en tentant de dresser les personnels contre les étudiantEs alors que leur unité fait la force de la lutte depuis six mois! Après avoir abandonné le combat pour la titularisation et refusé toute initiative pour étendre la lutte à d'autres facs, ils ont tenté de vendre la grève contre une promesse de CDI en septembre pour les trois grévistes restants - alors qu'on ne peut faire aucune confiance à cette directrice et en abandonnant d'autres revendications (maintien de la prime, départ du chef odieux...).



(DR)

C'est d'autant plus grave que toutEs les grévistes ont adhéré à la CGT au début du mouvement, reconstituant la section Ferc-Sup. L'AG des grévistes et des étudiantEs a condamné cette manœuvre et le combat antibureaucratique est à l'ordre du jour au sein même de la CGT.

Enfin, le 22 avril sont apparus dans toute l'École des copies de mails échangés entre membres de la direction, révélant leurs mensonges et leur mépris. On apprend ainsi que la directrice, appuyée par la ministre Pécresse et trois conseillers de Sarkozy dont Claude Guéant, a refusé les quatorze postes de titulaires proposés par le secrétariat d'État à la fonction publique

pour sortir du conflit! Motif: l'ENS demande des postes pour les professeurs, mais supprime ceux de catégorie C...

Délegitimée par sa censure et sa répression, prise en flagrant délit de mensonge, la directrice ose porter plainte pour destruction de la palissade et «vol de documents» et a fait placer l'école sous «protection de la police»!

La lutte de l'ENS a plus que jamais besoin du soutien des travailleurEs, des étudiantEs et de leurs organisations.

**Le comité NPA de l'ENS**

### Démantelons Brennilis!

Le 25 avril, la marche antinucléaire vers la centrale de Brennilis (Finistère) a réuni un millier de manifestants, dont de nombreux militantEs du NPA.

La centrale nucléaire de Brennilis est arrêtée depuis 25 ans et n'est toujours pas démantelée, les travaux qui avaient commencé se faisaient dans de telles conditions qu'ils ont dû être stoppés!

Des traces de radioactivité ont été trouvées aux abords de la centrale, et plusieurs décès avant l'âge de 65 ans de salariés y ayant travaillé sont dus au nucléaire.



(AG)

### Courrier des lecteurs

**Le compte n'est pas bon. Sylvestre (Paris 18<sup>e</sup>):**

Merci pour le très bon dossier en pages centrales du dernier numéro. J'y ai cependant noté une coquille qui rend plus difficile la compréhension: «pour illustrer, à défaut de démontrer ou juger, pour une ville comme Argenteuil, 95 000 habitants, soit plus de 72 000 "en âge de voter", ce sont au mieux (élections présidentielles de 2007) 55% de ces «majeurs» qui ont voté au 1<sup>er</sup> tour et, avec 17 000 voix, cela fait 23% pour Sarkozy; pour les municipales de 2008 cela donne 15 000 voix et 20% pour le maire PS.» 55% de 72 000, ça ferait 39 600. 23% de 39 600, ça fait 9 108, 20% ça ferait 7 920.

En fait Sarkozy a récolté 10 586 voix au premier tour en 2007 à Argenteuil, soit 25,82% des suffrages exprimés ([www.annuaire-mairie.fr/elections-presidentielles-2007-ville-argenteuil.html](http://www.annuaire-mairie.fr/elections-presidentielles-2007-ville-argenteuil.html)). En 2008, la liste de Philippe Doucet [maire PS] a obtenu 9 480 voix, soit 35,76% des exprimés au premier tour.

### ERRATUM

Dans *Tout est à nous!* n° 98, l'essai sur la grève des travailleurs sans papiers, écrit par P. Barron, A. Bory, S. Chauvin, N. Jounin et L. Tourette, a été nommé par erreur *Sans-papiers en grève, l'aventure d'un mouvement social inédit*. Le titre exact est en fait *On bosse ici, on reste ici! La grève des sans-papiers: une aventure inédite*. Toute nos excuses aux auteurs pour cette méprise.

## brèves de campagnes...

**Extrême droite: salade lyonnaise.** À Lyon, en matière de fachos, il y a de tout: du frontiste, de l'identitaire, du nationaliste autonome et du néonazi. On pourrait penser «chacun son groupe», mais il n'en est rien. Par exemple, Alexandre Gabriac, jeune élu FN au conseil régional, est issu de l'Œuvre française et très proche de Lyon dissident. Lyon dissident, correspondant lyonnais de Serge Ayoub, détient un local ouvertement néonazi dans le 7<sup>e</sup> arrondissement. On y organise des concerts, des retransmissions pour les hooligans interdits de stade, souvent membres des Bad Gones (leur kop fait l'objet d'une demande de dissolution). Les autres activistes lyonnais sont les Identitaires. Au-delà des happenings (vrai-faux apéro saucisson, action dans un Quick halal avec masques de cochon, cercles du bruit contre cercles de silence...), ils prétendent «éduquer» les jeunes dans un nouveau local qui vient d'être officialisé. Au programme: projections, soirées «chanson française», formations (avec Philippe Vardon, Julien Langela...) et, bien sûr, éducation sportive (club de boxe «la Torgnole»). En quelques années, les Identitaires ont pris d'assaut le 5<sup>e</sup> arrondissement. Ils y font la chasse à tout ce qui leur est étranger (ils ont une grande propension à «taquiner» des jeunes gens avec leurs battes de baseball). Ils annoncent, pour le 14 mai prochain, une marche nationale des cochons pour «mettre fin à l'utilisation des produits halal et donc à l'islamisation du pays». Et pour boucler la boucle, cette initiative est soutenue par Lyon dissident. La riposte s'organise.

**Identitaires bretons: boire et déboires.** Depuis deux ans, les Identitaires tentent de s'implanter en Bretagne depuis leur propriété de Guerlesquin. L'an dernier, ils voulaient récupérer le 1<sup>er</sup> Mai en organisant une manifestation à Landivisiau. Résultat: après des péripéties administratives, ils ont manifesté (à une petite cinquantaine, pour toute la France)... sur dix bons mètres. En face, 300 antifascistes les faisaient remonter dans leur car. Cette année, ils restent dans leurs murs: le 30 avril, une journée est programmée avec conférence, concert et repas. Et, catastrophe... la bière a failli être absente! Leur fournisseur refusait d'honorer leur commande après s'être renseigné à la suite de remarques de clients. Face aux menaces de poursuites judiciaires la brasserie a dû céder, mais la prise de conscience est salutaire. En Bretagne, leur stratégie se veut discrète. Les Identitaires se présentent comme une association écolo promouvant la culture bretonne. Mais ce vernis de respectabilité se craquelle rapidement: agression de promeneurs lors de l'inauguration de leur maison, autocollants anti-immigrés et perturbation de cercle du silence, slogan fasciste (en italien) pour conclure un communiqué de presse, hommage à l'abbé Perrot, sympathisant nazi, et au Bezen perrot (milice nazie de nationalistes bretons). Néanmoins, aux récentes élections cantonales, ils ont présenté deux candidats à Rosporden et Fouesnant sur un programme explicitement d'extrême droite. À Rosporden, ils ont rafilé les voix de celle-ci ainsi que celles de l'UMP (absent à ce scrutin) réalisant un score de 15,52%.

**Continental récidive dans le chantage.** Continental, c'est le capitalisme «décomplexé»! On se souvient du chantage à l'emploi que la direction avait exercé l'an dernier sur les salariés des sites - par ailleurs bénéficiaires - en Midi-Pyrénées (Toulouse-Foix-Boussens): «vous acceptez une réduction de 8% de la masse salariale, sinon 1 000 emplois sont menacés, avec fermeture à la clef des sites de Boussens et de Foix». Les syndicats majoritaires, CGT et CFDT, avaient refusé de signer le plan de la direction. Eh bien celle-ci récidive dans le chantage! Lors de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires, elle a proposé une augmentation de 3% des salaires contre une augmentation de trois jours du temps de travail, c'est-à-dire la perte de trois jours de congés. Le comble étant que les sites Midi-Pyrénées ont réalisé 55 millions d'euros de bénéfices pour 2010. Et, encore mieux, huit dirigeants se sont alloués une augmentation de 300%, soit de 10 millions d'euros (les 3% pour les salariés représentant 3 millions d'euros)! Les employés ont en franchement assez des manœuvres de la direction. Ils refusent catégoriquement de céder à ce nouveau chantage. À Foix, ils ont débrayé pendant deux heures, mercredi 20 avril. Des actions sont prévues à Toulouse et sur le site de Boussens. La CGT, quant à elle, demande 300 euros d'augmentation tout de suite pour tous les salariés.

